



Volet B

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte



11066460

19 AVR. 2011

BRUXELLES

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 02/05/2011 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 8852.70.104

Dénomination

(en entier) : **IRISteam asbl**

(en abrégé) :

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Avenue des Arts 21, 1000 Brussel

Objet de l'acte : **MODIFICATIONS DES STATUTS d'IRISteam asbl approuvées le 24 novembre 2010 par l'Assemblée générale extraordinaire d'IRISteam asbl**

Statuts

de l'association sans but lucratif

"IRISteam ASBL"

L'AN DEUX MILLE SIX

LE 27 novembre

ONT COMPARU:

(nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance de chaque fondateur)

•Monsieur VANOMMESLAEGHE Stéphane
Domicilié Avenue Louis Lepoutre 46 à 1050 Bruxelles
Né le 17 octobre 1972 à Etterbeek

•Monsieur DE VOS Koen, Gustaaf, Ghislain
Domicilié Antwerpse Steenweg 63 à 9080 Lochristi
Né le 3 mars 1977 à Deinze

•Monsieur HENDERICK Vincent
Domicilié Rue De Parme 16 à 1060 Bruxelles
Né le 3 mars 1964 à Schaerbeek

•Monsieur STALPAERT Wim, Luc, Paul
Domicilié Herdergemsestraat 45 à 9430 Lede
Né le 21 janvier 1968 à Aalst

•Monsieur RENAVILLE Benjamin, Denis, Hélène
Domicilié Rue des Crétales 21 à 4180 Hamoir
Né le 16 juillet 1977 à Liège

•Madame WAKNINE Betty
Domiciliée Avenue Molière 60 à 1190 Bruxelles
Née le 4 juillet 1978 à Watermael-Boitsfort

•Madame DUPONT Evelyne, Raymonde, Louise
Domiciliée Rue Baron Dhanis 51 bte 3 à 1040 Etterbeek

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature

Née le 19 janvier 1954 à Schaerbeek

•Monsieur DE MESMAEKER Kristof, Pieter
Domicilié Nekkerputstraat 2 à 9000 Gent,
Né le 12 février 1978 à Aalst,

tous de nationalité belge,

lesquels comparants déclarent constituer entre eux par les présentes les statuts d'une association sans but lucratif conformément à la loi du vingt sept juin mille neuf cent vingt et un sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

ARTICLE 1

L'association est dénommée "IRISteam ASBL" et prend la forme juridique d'une association sans but lucratif.

ARTICLE 2

Le siège social de l'association est établi dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Halle-Vilvorde. L'adresse de l'association est Avenue des Arts, 21 à 1000 Bruxelles.

ARTICLE 3

L'association a pour but le soutien en ressources humaines de ses membres en ce qui concerne leurs activités en matière de gestion de l'information, de cartographie digitale, de télécommunications, d'ICT et de questions connexes.

L'asbl IRISteam est créée en vue de fonctionner comme une association de frais au sens de l'article 44, § 2, 1°bis du Code de la T.V.A., de l'Arrêté Royal n° 43 du 5 juillet 1991 relatif à l'exemption de la T.V.A. concernant les prestations de services fournies à leurs membres par les groupements autonomes de personnes, ainsi que de la Circulaire TVA n° 3 du 9 mai 1996

Membres

ARTICLE 4

Sont membres effectifs :

Les membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président,

Les Ministres,

Les Secrétaires d'Etat.

Le Ministre-président, les Ministres et les Secrétaires d'Etat désignent les personnes qui les représentent pour chaque législature à l'Assemblée générale d'IRISteam asbl.

Article 4bis

Sont également membres effectifs de droit les organismes suivants (pour les trois dernières institutions, après approbation de leur collège respectif):

- la Région de Bruxelles-Capitale représentée par le Ministre qui a l'informatique dans ses attributions;
- le Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise;
- le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente;
- l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;
- l'Agence Régionale de Propreté;
- le Port de Bruxelles;
- la Société de Logement de la Région Bruxelloise;
- l'Institut d'encouragement de la Recherche Scientifique et de l'Innovation de Bruxelles;
- la Commission Communautaire Commune;
- la Commission Communautaire française;
- la Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Les instances visées à l'article 27, § 1er de la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise telle que modifiée par l'ordonnance du 20 mai 1999 portant sur la réorganisation du Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise peuvent devenir membres effectifs.

Chaque membre effectif est représenté au sein de l'assemblée générale par la personne qu'elle désigne par écrit à cette fin.

Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres effectifs contenant, outre leur identité, les décisions d'admission, de démission, de déchéance ou d'exclusion.

ARTICLE 5

Les demandes d'adhésion sont adressées par écrit, au siège social d'IRISteam ASBL, à l'attention du président qui les soumet au conseil d'administration, lequel examine la candidature lors de sa plus prochaine réunion et statue à la majorité simple. Sa décision est sans appel et ne doit pas être motivée. En cas de refus, elle est portée par lettre ordinaire à la connaissance du candidat. En cas d'acceptation par le conseil d'administration, l'adhésion d'un nouveau membre effectif ne sera toutefois définitive qu'après la ratification de la décision du conseil d'administration par l'assemblée générale.

ARTICLE 6

Tout membre effectif peut démissionner de l'association. La démission d'un membre effectif doit être communiquée par écrit au président du conseil d'administration, au siège social d'IRISteam ASBL. Elle devient effective immédiatement après la première réunion de l'assemblée générale qui suit. Tout membre effectif peut être exclu de l'association moyennant une décision motivée de l'assemblée générale.

Les membres effectifs visés à l'article 4 sont réputés démissionnaires dès qu'ils perdent leur qualité de représentant du ministre-président, d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat. L'assemblée générale dûment convoquée par le conseil d'administration constate la démission du membre effectif et sans désenquêter procède à la désignation de son remplaçant.

Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres effectifs qui se seraient rendus coupables d'infractions graves aux statuts et aux lois de l'honneur et de la bienséance.

Le membre effectif suspendu perd son droit de vote pour la durée de la suspension.

Les membres effectifs démissionnaires ou exclus ne peuvent faire valoir aucun droit sur l'avoir social de l'association.

Assemblée générale

ARTICLE 7

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an dans le courant du deuxième trimestre.

Elle doit en outre être convoquée chaque fois qu'un cinquième au moins des membres effectifs en fait la demande. Le président du conseil d'administration convoque, par écrit, par lettre missive ou électronique, les représentants des membres effectifs à l'assemblée générale huit jours au moins avant l'assemblée. La lettre de convocation contient l'ordre du jour. Le comité de direction de l'association assure le secrétariat de l'assemblée générale.

L'assemblée générale est tenue au moment et à l'endroit mentionnés dans la convocation.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration.

Le président fixe l'ordre du jour de l'assemblée générale. Tout membre effectif peut demander au président de consigner des sujets sur l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise en dehors de l'ordre du jour.

ARTICLE 8

Les attributions suivantes sont réservées à l'assemblée générale :

- la modification des statuts
- la nomination et la révocation des administrateurs
- la nomination et la révocation du réviseur d'entreprise et des commissaires
- la décharge des administrateurs, du réviseur d'entreprise et des commissaires
- la vérification et l'approbation du budget et des comptes
- la ratification de l'adhésion de nouveaux membres effectifs
- l'exclusion de membres effectifs
- la dissolution de l'ASBL

ARTICLE 9

Le représentant d'un membre effectif ne peut disposer que d'une seule procuration.

ARTICLE 10

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres effectifs énoncés à l'article 4 est présente ou représentée.

Dans le cas d'une modification des statuts de l'association, de la nomination ou de la démission des administrateurs, de l'exclusion de membres effectifs, l'assemblée ne peut délibérer valablement que lorsque deux tiers des membres effectifs énoncés à l'article 4 au moins sont présents ou représentés.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion sera convoquée au plus tôt dans les quinze jours et décidera valablement quel que soit le nombre de représentants des membres effectifs énoncés à l'article 4.

ARTICLE 11

Il est constitué deux collèges :

1. Les membres effectifs énoncés à l'article 4, qui représentent 80 % des voix à l'assemblée générale.

2. Les membres effectifs énoncés à l'article 4bis, qui représentent 20 % des voix à l'assemblée générale.

Chaque collège vote séparément.

Toutes les décisions sont prises au sein de l'assemblée générale à la majorité simple des voix, sauf si des dispositions légales ou statutaires prévoient une autre majorité.

Dans chacun des deux collèges, le calcul des votes émis s'effectue selon la formule suivante :

1. au numérateur, on trouve le nombre de voix s'étant exprimées en faveur de la proposition de décision, multiplié respectivement par 80, pour le collège visé à l'alinéa 1er, point 1 du présent article, et par 20 pour le collège visé à l'alinéa 1er, point 2 du présent article ;

2. au dénominateur, on trouve le nombre de membres effectifs de ce collège présents ou représentés.

Le résultat de l'opération est exprimé en pourcentage. Le résultat final du vote est l'addition des résultats des deux collèges.

Ces mêmes dispositions s'appliquent également pour une seconde réunion. Il n'est pas tenu compte de la voix des représentants qui s'abstiennent en séance à moins que la loi ou les statuts n'exigent un quorum spécial. En cas de résultat égal à 50%, la voix du président du conseil d'administration est décisive.

Les décisions de l'assemblée générale sont contresignées, par le secrétaire, dans un registre de procès-verbaux signés par le président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance.

Une copie des procès-verbaux est envoyée aux membres effectifs. Des tiers peuvent demander des extraits des procès-verbaux à condition qu'ils manifestent un intérêt réel et que le président du conseil d'administration ait donné son accord.

Conseil d'administration

ARTICLE 12

L'association est administrée et gérée par le conseil d'administration.

L'assemblée générale nomme quatre administrateurs, parmi lesquels :

1 administrateur proposé par le Ministre de la Région de Bruxelles - Capitale qui a l'informatique dans ses attributions;

2 administrateurs désignés parmi les fonctionnaires dirigeants du CIRB.

1 administrateur désigné parmi les membres effectifs énoncés à l'article 4bis. Celui-ci sera désigné parmi les représentants des communes et les CPAS de la région de Bruxelles-Capitale.

ARTICLE 13

Le président du conseil d'administration est, de droit, le représentant du ministre ayant l'informatique dans ses attributions. L'administrateur délégué est, de droit, le directeur général du CIRB et l'administrateur délégué adjoint est, de droit, le directeur général adjoint du CIRB.

Le conseil d'administration arrête son règlement d'ordre intérieur qui sera approuvé par le ministre ayant l'informatique dans ses attributions.

ARTICLE 14

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il est compétent pour toutes les matières qui n'ont pas été attribuées à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts.

Outre ce qui précède le conseil d'administration décide de :

- la fixation du nombre maximal de personnes susceptibles d'être engagées par l'association
- les échelles barémiques du personnel
- le règlement de travail applicable au personnel

Le conseil d'administration agit collégalement. Le conseil se réunit sur convocation du président ou à la demande d'un administrateur adressée au président. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que sur les points portés à l'ordre du jour. Ses décisions ne peuvent être prises valablement que lorsque la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée.

Tout administrateur pourra se faire représenter à une séance du conseil par un autre administrateur moyennant une procuration écrite qui sera annexée au procès-verbal de la réunion. Un administrateur présent ne peut représenter qu'un seul autre administrateur. Les décisions sont prises à la majorité simple. Il n'est pas tenu compte de la voix des administrateurs qui s'abstiennent au vote. En cas de parité des voix, celle du président est décisive.

Comité de direction

ARTICLE 15

L'administrateur délégué et l'administrateur délégué adjoint forment le comité de direction de l'association. Le conseil d'administration délègue au comité de direction :

- la gestion journalière ainsi que toutes les compétences nécessaires à la gestion de l'association et les matières connexes ;

- La représentation de l'association dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires dans les limites de la gestion journalière. Toutefois l'autorisation du conseil d'administration est requise pour les actions en demandes, autres que les actions en référés et possessoires, ainsi que les actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

Le comité de direction peut :

engager et licencier le personnel de l'association;

toucher et recevoir toutes sommes et valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'Office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tout retrait de compte par chèque, ordre de virement ou de transfert ou tout autre mandat de paiement, prendre en location tous coffres en banque, payer toutes sommes dues par l'association, retirer de la poste, de la douane, de la société de chemins de fer, les lettres, télégrammes, colis recommandés, assurés ou non, encaisser tous mandats-poste ainsi que toutes assignations ou quittances postales.

L'administrateur délégué et l'administrateur délégué adjoint exercent leurs fonctions conjointement.

Article 16

Les administrateurs et les membres du comité de direction ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements de l'association.

Article 17

Les membres de l'assemblée générale exercent leur mandat à titre gratuit.

Le conseil d'administration est habilité à fixer des rémunérations et des jetons de présence pour ses membres.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale approuve les mon-tants des rémunérations et des jetons de présence pour les membres du conseil d'administration.

Renouvellement des mandats

ARTICLE 18

Le mandat d'administrateur est exercé pour une durée maximum de cinq ans. Le mandat est renouvelable.

Le mandat de président est fixé pour une durée de cinq ans. Le mandat est renouvelable.

Les mandats d'administrateur délégué et d'administrateur délégué adjoint sont fixés pour une durée indéterminée.

Le mandat de réviseur et de commissaire est exercé pour une durée de un an. Leur mandat est renouvelable.

Tout mandat libéré sera rempli pour le temps restant de celui-ci.

Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit en cas de retraite, de démission ou de révocation.

Le mandat de l'administrateur désigné par le collège des membres effectifs énoncés à l'article 4bis est fixé pour une durée de deux ans, non renouvelable pendant 10 ans. Le mandat prendra cours à partir de l'Assemblée Générale ordinaire d'IRISteam asbl de 2011. Le renouvellement du mandat aura lieu la première fois à l'Assemblée Générale ordinaire de 2013.

Cotisations

ARTICLE 19

Chaque année, le conseil d'administration peut décider du paiement par les membres effectifs d'une cotisation annuelle qui ne peut dépasser 100 EUR.

Le membre effectif qui n'a pas payé sa cotisation endéans le délai fixé par le conseil d'administration pourra être suspendu par le conseil d'administration, à défaut de régularisation dans le mois qui suit l'envoi d'un rappel lui adressé par lettre recommandée. Cette suspension prendra fin dès paiement intégral en principal et intérêts de retard éventuels des arriérés de cotisation. A défaut de régularisation dans le mois de la suspension, il pourra être réputé démissionnaire par décision du conseil d'administration.

Exercice

ARTICLE 20

L'exercice de l'association commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année. Le conseil d'administration clôture les comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultats, comptes de recettes et de dépenses) et prépare le budget de l'exercice suivant. Ils sont tous deux soumis annuellement à la vérification et l'approbation de l'assemblée générale.

La dissolution

ARTICLE 21

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution que si les deux tiers des membres effectifs énoncés à l'article 4 sont représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde réunion sera convoquée et décidera valablement quel que soit le nombre de représentants des membres effectifs énoncés à l'article 4.

En cas de dissolution, une décision ne sera adoptée que si elle est votée à la majorité des deux tiers des représentants et moyennant le respect de la répartition des voix spécifiée ci-avant pour l'assemblée générale.

Toute décision relative à la dissolution, prise par une assemblée ne réunissant pas le quorum, est soumise à l'homologation du tribunal. En cas de dissolution de l'association, les comptes sont liquidés par deux liquidateurs, désignés par l'assemblée générale qui décide de la liquidation.

Réservé
au
Moniteur
belge

Volet B - Suite

Ce n'est que dans ce cas qu'il sera donné à l'actif net de l'avoir social une affectation se rapprochant autant que possible de l'objet de l'association. Des propositions seront faites dans ce sens à l'assemblée générale, qui statuera sur cette affectation.

Autres dispositions

ARTICLE 22

Pour toutes les questions non prévues dans les présents statuts, la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ou, éventuellement, les autres dispositions légales en vigueur ainsi que les usages en matière d'associations restent d'application.

ARTICLE 23

Les problèmes d'interprétation des présents statuts ou du règlement d'ordre intérieur sont soumis et tranchés par le conseil d'administration.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 02/05/2011 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature